La diplomatie d'un petit État : l'ASEAN et l'équilibre stratégique : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les institutions établies à Singapour

Pour les banques, les gestionnaires d'actifs et les sociétés fiduciaires, la politique étrangère de Singapour crée à la fois des opportunités et des obligations. Les accords commerciaux et le réseau de conventions fiscales font de la ville une base favorable pour l'investissement régional et pour la gestion d'avoirs détenus dans toute l'Asie. Sa capacité de rassemblement et sa réputation de constance aident à attirer des clients de pays qui peuvent être en tension les uns avec les autres. Chacun de ces avantages dépend de la conduite propre de l'institution. Une institution qui n'applique pas les sanctions singapouriennes, ou qui devient le canal d'un scandale, porte atteinte à la réputation dont dépend toute la place, comme l'ont montré les affaires décrites au chapitre E.VI.

Les institutions doivent donc traiter l'évolution géopolitique comme une question de conformité autant que comme une question commerciale. Une modification des mesures singapouriennes, des contrôles américains à l'exportation ou des sanctions

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de l'Union européenne peut changer du jour au lendemain le périmètre des activités autorisées. Les sanctions contre la Russie en 2022 ont obligé les banques à identifier en quelques jours leurs expositions envers quatre institutions nommément désignées et à geler des avoirs détenus depuis des années.

Pour les clients et leurs conseillers

Pour les clients, la conséquence pratique est la nécessité de comprendre ce que la position diplomatique de Singapour implique pour leurs avoirs. Singapour protège la propriété en vertu de son propre droit et ne gèlera pas d'avoirs pour des raisons politiques sans base légale. Elle appliquera les sanctions des Nations unies et ses propres mesures autonomes. Ses institutions respecteront aussi les régimes étrangers lorsque leurs activités l'exigent. Un client originaire d'un pays soumis à des sanctions, ou susceptible de le devenir, doit évaluer ce risque à l'avance.

Les clients ont aussi intérêt à tirer parti des possibilités qu'offrent les réseaux commerciaux et fiscaux. Une société holding ou un fonds établi à Singapour peut bénéficier de la protection conventionnelle lorsqu'il investit dans la région. Les accords de libre-échange peuvent protéger les investissements dans les pays partenaires. Le choix de Singapour comme siège de l'arbitrage ou d'une clause de médiation permet de s'appuyer sur la réputation de neutralité de la ville en matière de règlement des différends.

La liste de contrôle suivante résume les points que les institutions et les clients devraient examiner :

- Identifier les juridictions concernées par la structure ou la transaction et vérifier les relations de Singapour avec chacune d'elles, y compris d'éventuelles sanctions ou mesures de contrôle des exportations.
- Vérifier si la transaction ou le client relève des sanctions des Nations unies, des mesures autonomes singapouriennes de 2022 ou de régimes étrangers applicables à l'institution en raison de sa monnaie, de son personnel ou de sa structure de groupe.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Vérifier si une convention de double imposition avec le pays d'investissement s'applique et si ses conditions de résidence et de substance sont remplies.
- Examiner si un accord de libre-échange ou d'investissement protège l'investissement et quel mécanisme de règlement des différends il prévoit.
- Évaluer l'effet d'une détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine sur la structure, ses relations bancaires et son accès à la compensation en dollars.
- Consigner l'évaluation géopolitique dans le dossier client et la mettre à jour au moins une fois par an ou après tout événement international important.
- Choisir des clauses de règlement des différends qui s'appuient sur les institutions neutres de Singapour lorsque les cocontractants appartiennent à des camps politiques différents.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.